



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté préfectoral n° UBDEO/ERA/25/25 modifiant l'arrêté d'autorisation
du 15 décembre 2008 de la société GEODIS CL PHARMA
implantée sur la commune de Val de Reuil**

**Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu :

le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.172-1, L.511-1, R.512-46-22 et R.512-46-23,

le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure,

le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024,

le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510,

l'arrêté préfectoral d'autorisation n°D3/B4-08-268 du 15 décembre 2008 autorisant la société PHARMALOG à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sur la commune de Val de Reuil,

le récépissé de fonctionnement au bénéfice des droits acquis n°D-17-E1-151 du 19/06/2017,

le récépissé D-18-ERA-356 du 29 juin 2018 faisant suite au porter à connaissance du 18 mai 2018 portant déclaration de la rubrique 4320-2 D 97 t dans le bâtiment B,

le porter à connaissance du 21 octobre 2020 portant sur le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 2925 (2925-1 183 kW et 2925-2 416 kW),

le porter à connaissance du 2 décembre 2020 portant sur l'augmentation de capacité de liquides inflammables dans le bâtiment C jusqu'à 99 t dans le bâtiment C et demande de bénéfice des droits acquis des rubriques 2925 et 1510,

le courrier du 13 décembre 2021 portant sur le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 1510,

le récépissé de déclaration de changement de dénomination sociale site soumis à enregistrement n°UBDEO/ERA/23/70 en date du 15 mai 2023 Société GEODIS CL PHARMA sur la commune de Val de Reuil,

la déclaration de la rubrique ICPE 4510 DC 99 t du 3 octobre 2023,

le courrier de suivi des actions suite à la visite d'inspection DREAL du 12 octobre 2023, daté du 6 décembre 2024, transmis par GEODIS CL PHARMA à la préfecture de l'Eure, incluant une demande de modifications ci-après nommée « dossier de porter à connaissance », et reçu en DREAL le 24 décembre 2024,

le document intitulé « Mise à jour de l'étude des dangers du site », daté du 16 décembre 2024, transmis par la société GEODIS CL PHARMA à la préfecture de l'Eure, incluant une demande de modifications,

le document intitulé « Notice explicative du positionnement du site au titre des rubriques ICPE », daté du 13 décembre 2024, transmis par la société GEODIS CL PHARMA à la préfecture de l'Eure, établissant le classement ICPE de l'établissement conformément à la nomenclature ICPE, notamment pour la rubrique 1510,

le document intitulé « Note de calcul – Modélisation des scénarios d'accident dans le cadre de la mise à jour de l'étude de dangers site », daté du 9 décembre 2024, transmis par la société GEODIS CL PHARMA à la préfecture de l'Eure,

le courriel de GEODIS CL PHARMA du 19 décembre 2024, complétant le dossier de porter à connaissance et présentant une synthèse des mises à jour de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2008,

le courriel de GEODIS CL PHARMA du 26 mars 2025, complétant le dossier de porter à connaissance, et confirmant que l'installation, pourvue d'une toiture, dédiée au stockage couvert (IPD) 02, bâtiment F (1120 tonnes de matières combustibles) est à classer sous la rubrique 1511 de la nomenclature ICPE,

le rapport et les propositions du 27 février 2025 de l'inspection des installations classées,

le projet d'arrêté porté le 27 février 2025 à la connaissance du demandeur,

les observations formulées par le demandeur concernant ce projet, en date des 16 et 26 mars 2025,

Considérant :

la demande de modifications déposée,

la compatibilité de la demande avec l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510,

le caractère non substantiel des modifications demandées au regard de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement,

l'article R.181-45 du Code de l'environnement susvisé permettant au préfet de modifier par arrêté complémentaire les prescriptions d'un arrêté préfectoral,

l'article R.181-39 du Code de l'environnement rendant facultatif l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,

la modification du régime applicable à l'installation, qui est désormais soumise à enregistrement et non plus à autorisation,

que l'exploitant a procédé à une réduction significative des quantités de matières combustibles stockées dans les bâtiments F, G, H1 et H2, ce qui a permis de ramener la durée maximale de combustion estimée à 102 minutes, contre 3 heures et 20 minutes auparavant,

que l'exploitant a mis en œuvre une porte coupe-feu de classe REI 120 entre le bâtiment F et le local de charge,

que l'absence de zonage ATEX (zone à ATmosphère EXplosive) dans la chaufferie est justifiée par la mise en œuvre d'un plan de surveillance renforcée, comprenant un contrôle annuel rigoureux de l'étanchéité du réseau de distribution de gaz et une vérification annuelle, ou selon les recommandations du fabricant, des détecteurs de fuite de gaz. Toute détection de fuite entraîne l'arrêt immédiat de la chaufferie et la mise en œuvre d'actions correctives avant toute remise en service,

les difficultés techniques rencontrées par l'exploitant pour effectuer la mesure simultanée du débit de plus de trois poteaux d'incendie,

que l'obligation de mise à jour de l'étude de dangers et de la liste des mesures de maîtrise des risques, initialement prescrite par les articles 1.7.2 et 7.4 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2008, est devenue caduque en raison du passage de l'installation du régime d'autorisation à celui de l'enregistrement,

la confirmation de l'exploitant, contenue dans son courriel du 26 mars 2025, que le stockage maintenu dans le bâtiment F à une température de 15-25°C est inférieur à 500 tonnes,

l'arrêté ministériel du 27 mars 2014, annexe I, §4.5, applicable aux installations classées sous la rubrique 1511 soumises au régime de la Déclaration avec Contrôle, offre l'option entre un désenfumage adapté et une absence de désenfumage sous réserve du renforcement des consignes de sécurité,

que les skydômes de la cellule frigorifique F, maintenue à une température de stockage inférieure ou égale à 10 °C, génèrent des phénomènes de condensation incompatibles avec la conservation des marchandises, et que l'article 4.5 de l'annexe I de l'arrêté du 27 mars 2014 autorise l'exemption de désenfumage pour ce type de cellule,

la demande de l'exploitant, exprimée dans son message du 26 mars 2025, de retenir l'absence de désenfumage au niveau du bâtiment F de l'IPD 02, avec mention de cette disposition au niveau de la cellule concernée et mise en place de consignes adaptées en cas d'incendie,

que la limitation de hauteur pour le stockage des liquides inflammables, initialement imposée par l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2008, est désormais obsolète, en vue de la mise en conformité avec les prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017 (rubrique 1510),

que l'exigence d'un Plan d'Opération Interne (POI), initialement imposée par les articles 7.6.7 et 7.6.7.1 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2008, est devenue caduque, en raison de la mise en conformité de l'installation avec les prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017 (rubrique 1510) relatives à la mise en œuvre d'un Plan de Défense Incendie, et compte tenu du passage du régime d'autorisation à celui d'enregistrement,

qu'un système d'alarme sectorisé, avec un dispositif audible par bloc de bâtiments (blocs A-B-C, D-E et F-G-H1-H2), offre une sécurité accrue par rapport à une alarme unique couvrant l'ensemble du site,

au vu du dossier remis, que l'exploitant s'engage au respect des dispositions prises ou envisagées et à appliquer les mesures listées dans le dossier de porter à connaissance susvisé,

qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires,

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Objet

La société GEODIS CL PHARMA, dont le siège social se situe Zone Industrielle Pharma Parc – 27100 Val de Reuil, est tenue de se conformer aux prescriptions modificatives suivantes concernant son établissement situé à la même adresse.

Les prescriptions ci-dessous s'ajoutent ou se substituent aux prescriptions des articles nommés de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2008.

ARTICLE 2 : Nature des modifications visées par le présent arrêté

Les modifications suivantes sont apportées aux installations du site :

- **Mise à jour du tableau de classement ICPE :**
 - **Froid et substances spécifiques :**
 - 1185-2A (DC) : Chambre froide F (820 kg),
 - 1185-3b (D) : Stockage chambre froide (45 tonnes).
 - **Entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 :**
 - 1510-2b (E) : Groupes IPD 01 (2 811 t), IPD 03 (10 223 t), volume total 388 945 m³.
 - **Entrepôt exclusivement frigorifique soumis à la rubrique 1511 :**
 - 1511-2 (DC) : Groupe IPD 02, bâtiment F :
 - Température de stockage inférieure ou égale à 10 °C : 1 120 t,
 - Volume total du bâtiment : 45 224 m³,
 - Volume susceptible d'être stocké : 7 500 m³,
 - Le stockage maintenu dans une partie de cette cellule à une température de 15-25°C représente moins de 500 tonnes.
 - **Installations de combustion :**
 - 2910-A2 (DC) : Bât A (chaudière 540 kW), Bât F (groupe électrogène 1,5 MW), puissance totale 2,04 MW.
 - **Ateliers de charge de batteries :**
 - 2925-1 (D) : Bât B : 51,3 kW, Bât D : 36 kW, Bât F : 22 kW, Bât G : 22 kW, Bât H2 : 51 kW, Puissance totale 183 kW,
 - 2925-2 (NC) : Puissance totale 416 kW.
 - **Autres stockages :**
 - 4320-2 (D) : Bât B (97 t),
 - 4331-3 (DC) : Bât C (99 t),
 - 4510-2 (DC) : 99 t,
 - 4734 (NC) : 3,3 t.
- **Étude de dangers :**
 - Suppression de l'exigence de mise à jour de l'étude de danger (articles 1.7.2 et 7.4 de l'arrêté du 15/12/2008), le site étant désormais sous le régime de l'enregistrement.
- **Dispositifs coupe-feu (bâtiments F-G-H1-H2) :**
 - Déclassement des murs coupe-feu G, H1 et H2 de REI 360 à REI 120, justifié par un temps de combustion maximal inférieur à 120 minutes.

- Porte coupe-feu entre le bâtiment F et le local de charge : passage du degré coupe-feu REI 60 à REI 120.
- **Conformité des stocks F-G-H1-H2 :**
 - État des stocks (bâtiments F, G, H1, H2) conforme à l'étude de dangers et poids moyen d'une palette type de 200 kg maximum garantissant une durée de combustion inférieure à 120 minutes.
- **Absence de zone ATEX :**
 - Mise en place d'un contrôle annuel d'étanchéité du réseau gaz et engagement de l'exploitant à arrêter immédiatement la chaufferie en cas de fuite et à rétablir la conformité avant remise en service.
- **Poteaux incendie :**
 - Vérification annuelle des débits des poteaux incendie, avec une mesure simultanée sur trois poteaux tous les trois ans.
- **Limitation de hauteur de stockage des liquides inflammables :**
 - Suppression de la limitation de hauteur de stockage des liquides inflammables (article 8.1.4 de l'arrêté du 15/12/2008), conformément à l'arrêté du 11/04/2017 (rubrique 1510).
- **Plan de défense incendie :**
 - Remplacement de l'exigence d'un Plan d'Opération Interne (POI) par un plan de défense incendie conforme à l'arrêté du 11/04/2017 (rubrique 1510), le site étant désormais sous le régime de l'enregistrement.
- **Alarme centralisée :**
 - Suppression de l'obligation d'une alarme sonore centralisée pour l'ensemble du site (article 7.6.4, paragraphe 8 de l'arrêté du 15/12/2008),
 - Maintien d'une alarme sonore par bloc de bâtiments (A-B-C, D-E, F-G-H1-H2).
- **Trappes de désenfumage :**
 - Condamnation des trappes de désenfumage (cellule F, chambre froide 2-8°C), conformément à l'article 4.5 de l'annexe I de l'arrêté du 27 mars 2014.
 - L'absence de désenfumage est indiquée à l'entrée de la cellule concernée.
 - Les consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie sont adaptées.

ARTICLE 3 : Conformité au dossier de porter à connaissance

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans le dossier de porter à connaissance susvisé.

ARTICLE 4 : Modification de l'article « 1.2.1. Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté du 15 décembre 2008

Rubrique	Rég i me *	Désignation de la rubrique	Nature de l'installation	Volume **
1185-2a	DC	Gaz à effet de serre fluoré ou substance appauvrissant la couche d'ozone	Création d'une chambre froide couvrant l'intégralité de la cellule F mais les fluides utilisés ne sont pas visés	820 kg
1185-3b	D	Gaz à effet de serre fluoré ou substance appauvrissant la couche d'ozone	Stockage de produits en chambre froide	45 t
1510-2b	E	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	<u>Gr. IPD 01</u> Bât D : 29 204 m ³ (311 t) Bât E : 63 162 m ³ (2 500 t) <u>Gr. IPD 03</u> Bât A 39 500 m ³ (623 t) Bât B 70 686 m ³ (3 738 t) Bât C 63 426 m ³ (2 492 t) Bât G 65 275 m ³ (2 040 t) Bât H1 38 848 m ³ (1 040 t) Bât H2 18 844 m ³ (300 t)	388 945 m ³
1511-2	DC	Entrepôts frigorifiques	<u>Gr. IPD 02</u> Bât F 45 224 m ³ (1 120 t) Volume susceptible d'être stocké = 7 500 m ³	7 500 m ³
2910-A2	DC	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931	Bât A : 540 kW (chaudière eau chaude) Bât F : 1,5 MW (groupe électrogène)	2,04 MW
2925-1	D	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques	Bât B : 51,3 kW Bât D : 36 kW Bât F : 22 kW Bât G : 22 kW Bât H2 : 51 kW	183 kW
2925-2	NC	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques		416 kW
4320-2	D	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1	Bât B : 97 t	97 t
4331-3	DC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330	Bât C : 99 t	99 t
4510-2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1		99 t

4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	Cuve de fioul domestique : 1,5 m ³ (1,26 t) Réservoir du groupe électrogène : 0,6 m ³ (0,54 t) Cuve extérieure de gazole : 1,5 m ³ (1,26 t)	3,3 t
------	----	---	---	-------

* Régime : A (Autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumise à contrôle périodique), NC (non classée)

** Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 5 : Modification de l'article « 1.9. Arrêtés, circulaires, instructions applicables » de l'arrêté du 15 décembre 2008

S'appliquent également à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018)
- arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 modifié par l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020,
- arrêté du 24 septembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les arrêtés de prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques nos 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663,
- arrêté du 27 mars 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018),
- arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2925 "accumulateurs (ateliers de charge d')",
- arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (applicable jusqu'au 31/12/19 pour ce qui concerne les rubriques 4440, 4441 ou 4442),
- arrêté du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745 »,
- arrêté du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511,
- arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion,
- arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 6 : Les dispositions de l'article « 1.7.2. Mise à jour de l'étude de dangers » de l'arrêté du 15 décembre 2008 sont abrogées/supprimées.

ARTICLE 7 : Les dispositions du chapitre « 7.4 Mesures de maîtrise des risques » de l'arrêté du 15 décembre 2008 sont abrogées/supprimées.

ARTICLE 8 : Modification de l'article « 7.6.4 Ressources en eau et mousse et moyens de prévention » de l'arrêté du 15 décembre 2008

L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

1. des poteaux d'incendie de 100 mm normalisés (NFS.61.213) piqués par canalisation assurant un débit unitaire minimum de 1 000 l/min, sous une pression dynamique de 1 bar (NFS.62.200), répartis sur l'ensemble du site et dont les 2/3 sont placés à moins de 200 mètres des différents bâtiment par les chemins praticables. Ces hydrants doivent être implantés en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci. Les débits et les volumes d'eau disponibles sont suffisants pour couvrir les besoins identifiés par une étude D9, en tenant compte des débits des poteaux d'incendie existants et des éventuelles réserves d'eau. En complément du contrôle annuel des poteaux d'incendie, l'exploitant doit effectuer une mesure simultanée des débits sur au moins trois poteaux d'incendie tous les trois ans, afin de vérifier la capacité du réseau à fournir le débit requis en cas d'incendie. En cas d'impossibilité d'assurer ce débit, des réserves d'eau implantées sur le site compensent ce manque.
2. des installations d'extinction automatique dans l'ensemble des bâtiments conformes aux règles APSAD ou à toute règle équivalente. L'agent extincteur est adapté à la nature des produits stockés. Elles présentent les caractéristiques minimales suivantes pour les bâtiments D à H2 :
 - deux réserves d'alimentation en eau de 423 m³ (bât D) et de 440 m³ (bât F),
 - deux groupes de pompage indépendants par réserve d'eau de 425 m³/h. En cas de défaillance de l'énergie électrique, au moins l'un des deux groupes doit pouvoir fonctionner.

Le réseau d'alimentation entre les locaux sprinkler et l'entrée dans les bâtiments est enterré afin d'éviter tout risque de dégradation de la conduite d'eau.

Toutes les dispositions sont prises pour que l'ouverture automatique ou manuelle des exutoires de fumées et de chaleur n'intervienne que postérieurement aux opérations d'extinction.

L'exploitant met en place une maintenance préventive sur l'ensemble des installations d'extinction automatique, à une fréquence permettant de garantir l'efficacité des installations ; il s'agit notamment de l'entretien des réseaux d'alimentation, des moteurs, des réserves d'eau et accessoires et des postes de contrôles.

3. des robinets d'incendie armés dans l'ensemble des bâtiments, judicieusement répartis et disposés de sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel. Ils sont installés conformément aux règles APSAD ou toute règle équivalente.
4. des extincteurs portatifs adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement à raison de 6 l de produit extincteur ou équivalent pour 200 m² de plancher. Les extincteurs doivent être visibles, accessibles, accrochés à un élément fixe, entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement.
5. des détecteurs de fuite de gaz dans la chaufferie coupant l'alimentation en cas d'anomalie et avec report d'alarme à l'exploitant et au gardiennage,

6. des détecteurs d'hydrogène dans les locaux de charge avec report d'alarme à l'exploitant et au gardiennage,
7. des systèmes de détection incendie dans l'ensemble des bâtiments avec report des alarmes à l'exploitant et au gardiennage (l'installation d'extinction automatique peut faire office de détection dans le cas d'utilisation de têtes de sprinkleurs thermofusibles). Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.
8. une alarme par bloc de bâtiments (blocs A-B-C, D-E et F-G-H1-H2), audible en tout point de chaque bloc concerné. Son fonctionnement est assuré à l'aide de commandes judicieusement placées. L'exploitant prévoit au moins un exercice d'évacuation par an.
9. des réserves de sable meuble et sec en quantité adaptée aux risques sans pouvoir être inférieure à 100 litres et des pelles.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie.

ARTICLE 9 : Les dispositions de l'article « 7.6.71. POI » de l'arrêté du 15 décembre 2008 sont abrogées/supprimées.

ARTICLE 10 : Modification de l'article « 8.1.1. Dispositions constructives et d'aménagement » de l'arrêté du 15 décembre 2008

À l'exception du logement du gardien éventuel, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments.

Les parois séparatives des bâtiments présentent les caractéristiques suivantes:

- bâtiments A et B : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiments B et C : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiments E et D : murs coupe-feu REI 120,
- recoupage du bâtiment E : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiments G et H1 : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiments H1 et H2 : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiment B et C et local de charge : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiment D et local de charge : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiment F et local de charge : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiment G et local de TGBT : murs coupe-feu REI 120,
- Les parois extérieures des bâtiments présentent les caractéristiques suivantes :
 - façade sud du bâtiment E (côté gymnase) : mur coupe-feu REI 120,
 - façades sud et ouest du bâtiment F : murs coupe-feu REI 120,
 - façades ouest des bâtiments G, H1 et H2 : murs coupe-feu REI 120,
- façade nord du bâtiment H2 : mur coupe-feu REI 120.

Les moyens de manutention fixes sont conçus pour, en cas d'incendie, ne pas gêner la fermeture automatique des portes coupe-feu ou, le cas échéant, l'action de moyen de cloisonnement spécialement adaptés.

Tout dispositif de ventilation est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu.

Les bâtiments doivent être en permanence accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur leur périmètre. Cette voie doit permettre l'accès des engins des services de secours et les croisements de

ces engins. À partir de cette voie, les services d'incendie et de secours doivent pouvoir accéder à toutes les issues des bâtiments par un chemin stabilisé de 1,4 m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 m.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement doivent pouvoir stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externes tout en laissant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'établissement.

Les services de secours et le personnel d'intervention doivent disposer de l'espace nécessaire pour l'utilisation et le déploiement des moyens d'intervention.

ARTICLE 11 : Modification de l'article « 8.1.1.3 Chaufferie du bâtiment A » de l'arrêté du 15 décembre 2008

La chaufferie du bâtiment A est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, isolé du bâtiment par une paroi coupe-feu de degré deux heures. Toute communication éventuelle entre le local et le bâtiment se fait par des portes présentant une efficacité similaire à un degré coupe-feu 2 heures.

L'absence de zone ATEX dans la chaufferie est justifiée par la mise en œuvre d'une surveillance renforcée, comprenant un contrôle annuel rigoureux de l'étanchéité du réseau gaz et une vérification annuelle (ou selon les préconisations du fabricant) des détecteurs de fuite de gaz. Toute détection de fuite entraîne l'arrêt immédiat de la chaufferie et la mise en œuvre d'actions correctives avant remise en service.

À l'extérieur de la chaufferie, sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible,
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible,
- un dispositif sonore d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

ARTICLE 12 : Modification de l'article « 8.1.2. État des lieux des stockages » de l'arrêté du 15 décembre 2008

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité.

L'exploitant garantit que les quantités de produits stockées dans chaque bâtiment du bloc F-G-H1-H2, conformément aux tonnages indiqués à l'article 4 du présent arrêté, permettent de limiter la durée estimée d'un incendie à un maximum de deux heures. Cette durée est justifiée par un état des stocks détaillé et régulièrement mis à jour, tenant compte du poids moyen d'une palette type (200 kg maximum) et des caractéristiques de combustion des produits. La durée de combustion maximale ainsi estimée est compatible avec le degré coupe-feu de 2 heures des portes et parois concernées.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 13 : Modification de l'article « 8.1.4. Produits incompatibles et liquides inflammables » de l'arrêté du 15 décembre 2008

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans le même bâtiment.

Elles sont équipées de moyens d'intervention adaptés en quantité et en qualité aux risques.

Les aires sont placées sous rétention afin de limiter, en cas d'incendie, la surface en feu et d'éviter la propagation de la nappe vers les stockages voisins.

ARTICLE 14 : Modification de l'article « 8.2.1.2. Désenfumage » de l'arrêté du 15 décembre 2008

Les cellules (bâtiments) de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux M0 (y compris leurs fixations), et stables au feu de degré un quart d'heure, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires ne doit pas être inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture doivent être prévus. La surface utile d'un exutoire ne doit pas être inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne doivent pas être implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage et aisément manœuvrables.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Conformément à l'article 4.5 de l'annexe I de l'arrêté du 27 mars 2014, la cellule frigorifique F, dont la température de stockage est inférieure ou égale à 10 °C, est exemptée de désenfumage. L'exploitant indique clairement l'absence de désenfumage à l'entrée de la cellule et adapte les consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie.

ARTICLE 15 : Modification de l'article « 8.4. Locaux de charges » de l'arrêté du 15 décembre 2008

Les installations sont implantées et exploitées conformément à l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 2925 et respectent notamment les dispositions suivantes.

Les locaux doivent être clairement identifiés.

Les locaux abritant les installations doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers haut et bas coupe-feu de degré 2 heures,
- couverture incombustible,

- dispositifs de franchissement coupe feu de degré 1 heure (REI 60), munis de ferme porte. Le degré coupe-feu de la porte motorisée située entre le bâtiment F et le local de charge est REI 120,
- pour les autres matériaux : classe A1 ou A2 s1 d0 (incombustible).

Les locaux sont munis de moyens d'extinction adaptés aux risques.

Un éclairage de sécurité est mis en place.

Les locaux doivent être ventilés largement si les matériels renfermés sont susceptibles d'émettre des vapeurs toxiques ou inflammables. Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les bâtiments de stockage, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et des gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Tout stockage de matières combustibles dans les locaux est interdit.

Une rétention d'une capacité suffisante est mise en place afin d'éviter tout risque de pollution accidentelle.

Les installations sont équipées de détecteurs d'hydrogène. Le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25 % de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1 % d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.

ARTICLE 16 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté, conformément aux décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L. 514-6, peut être déféré à la juridiction administrative selon les dispositions des articles

R.514-3-1 et R.181-50 du Code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ou de l'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 17 : Publicité et exécution

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Le secrétaire général de la préfecture, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est adressée à :

- Monsieur le sous-préfet des Andelys,
- Monsieur le maire de la commune de Val de Reuil,
- l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO),

Évreux, le **- 4 AVR. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Alaric MALVES